ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Μαρτίου **1953** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **52**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 2300. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 28ην Μαΐου 1951 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Νορβηγίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας 1

Ν. 2307. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Θεσσαλονίκῃ ὑπογραφείσης τὴν 2 Φεβρουαρίου 1952 συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυΐας 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Περὶ τελέσεως ἐτησίας ἐμποροζωοπανηγύρεως ἐν τῇ Κοινότητι Στενοῦ (Ἀρκαδίας) 3

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2300.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 28ην Μαΐου 1951 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Νορβηγίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀθήναις τὴν 28ην Μαΐου 1951 Συμφωνία μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Νορβηγίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως γραμμῶν ἐναερίου συγκοινωνίας, ἧς τὸ κείμενον, ὡς καὶ τὸ κείμενον τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος, ἔπονται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ἄνω Συμφωνίας ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 28ης Μαΐου 1951, ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 αὐτῆς.-

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ACCORD

entre le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal de Norvège relatif à l'exploitation de lignes de communication aérienne régulière.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal de Norvège désireux de conclure un Accord aux fins de l'installation de communications aériennes directes le plus tôt possible entre la Grèce et la Norvége, ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires qui sont convenus de ce qui suit,

Article premier

Chaque partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante les droits, spécifiés à l'Annexe ci-jointe, nécessaires à l'établissement des routes civiles internationales et des services énumérés à cette Annexe. Ces services pourront être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

(1) Chacun des services spécifiés à l'Annexe ci-jointe pourra être mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, qui, en vertu de l'Article 1 aura le droit de désigner une ou plusieurs entreprises aériennes pour exploiter la route en question, aura pris cette mesure, et la Partie Contractante accordant ce droit, sera obligée, sous réserves des dispositions du paragraphe (2) du présent Article et de celles de l Article 6 ci-après, d'accorder sans délai l'autorisation voulue â l'entreprise ou aux entreprises intéressées

(2) (a) Les entreprises désignées pourront être appelées avant d'être autorisées à inaugurer les services visés par le présent Accord, à justifier des qualités requises devant les Autorités Aéronautiques compétentes du Pays qui aura accordé les droits mentionnés, selon les lois et règlements normalement appliqués par ces Autorités pour l'exploitation de routes civiles internationales par des entreprises commerciales de navigation aérienne.

(b) Dans les régions d'occupation militaire ou dans les zones affectées par celle ci, l'inauguration de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires compétentes.

Article 3.

Pour éviter les discriminations et pour assurer un traitement uniforme, il est convenu que :

(a) Les deux Parties Contractantes pourront imposer ou permettre que soient imposés des droits justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient, cependant, que ces droits ne seront l'pas plus élevés que ceux qui seraient payés pour utilisation d'aéroports et d'installations de ce genre par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux semblables.

(b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange, introduits sur le territoire d'une Partie. Contractante, par l'autre Partie Contractante, ou par ses ressortissants et destinés uniquement à l'usage des aéronefs de cette dernière, recevront le traitement national et celui de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres taxes nationales par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation.

(c) Les aronefs opérant sur les routes désignées et approuvées par le présent Accord, les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord demeurant à bord des aéronefs civils des entreprises de transports aériens des-Parties Contractantes autorisées èà exploiter les routes et les services décrits l'Annexe seront, à leur arrivée sur le territoire de autre Partie Contractante ou à leur départ de celui-ci exempts de droits de douane, frais d'inspection ou autres droits similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs au cours de vols au-dessus dudit territoire.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Parties Contractantes, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services décrits à l'Annexe. Cependant, chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licences conférés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

(a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant l'entrée et la sortie de son territoire pour les aéronefs employés à la navigation internationale, ou l'exploitation et la navigation des dits aéronefs pendant leur séjour sur son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'autre Partie Contractante, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

(b) Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant, sur son territoire, l'entrée ou la sortie par aéronef des passagers, des équipages ou des marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée aux formalités de congé, à l'immigration, aux passeports, aux dounes et à la quarantaine, seront observés par ces passagers, équipages ou marchandises soit par eux-mêmes, soit par un tiers pour leur compte à l'arrivée, au départ et pendant leur séjour sur le territoire de cette Partie Contractante.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser un certificat ou un permis à une entreprise de transports aériens de l'autre Partie Contractante, ou de révoquer un tel certificat ou permis chaque fois qu'elle n'est pas convaincue qu'une part importante de propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de ressortissants de l'autre Partie Contractante, ou chaque fois qu'une entreprise de transports aériens ne se conforme pas aux lois de l'Etat survolé, comme il est indiqué à l'Article 5 ci-dessus, ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

Article 7.

Le présent Accord et tous les contrats qui en découleront seront déposés à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 8.

Au cas où l'une des deux Parties Contractantes jugerait désirable de modifier n'importe quelle disposition ou des dispositions de l'Annexe au présent Accord., ces modifications pourront être realisées par un accord direct entre les Autorités aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 9.

Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation et à l'application du présent

Accord ou de son Annexe sera soumis à la decision du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, excépté si les Parties Contrapctantes s'entendent pour que le différend soit réglé par la voie de l'arbritage en le soumettant à un Tribunal Arbrital désigné d'un commun accord entre les deux Parties Contractantes. Les deux Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la décision de l'Organisation ou la sentenco rendue par le Tribunal Arbtital.

Article 10.

Dans le cas de mise en vigueur d'une Convention multilatérale relative à l'Aviation Civile Internationale, acceptée par les deux Parties Contractantes, le présent Accord sera amende de manière à le conformer aux dispositions de ladite Convention.

Article 11.

Chacune des Parties Contractantes pourra à tout moment dénoncer le présent Accord. Dans ce cas le présent Accord cessera d'être en vigueur douze mois après la date la réception de la dénonciation par l' autre Partie Contractante, excepté si cette dénonciation est retirée d'un commun accord avant l'expiration de cette derniere période.

Article 12.

Les dispositions du présent Accord seront mises en vigueur au jour de sa signature.

Le Gouvernement Royal Hellénique communiquera au Gouvernement Royal de Norvège la ratification de l'Accord par le Parlement Hellénique et le Gouvernememt Royal de Norvège considérera cet Accord comme définitif à partir de la date de la communication du Gouvernement Royal Hellénique.

En foi de qoi les plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, le 28 mai 1951 en double exemplaire.

POUR LE GOUVERNEMENT ROYAL HELLENIQUE
J. POLITIS

POUR LE GOUVERNEMENT ROYAL DE NORVEGE
IVAR LUNDE

ANNEXE

1. Les entreprises de transport aérien du Gouvernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent Accord, jouiront du droit de traverser le territoire norvégien sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non-commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier à Oslo sur la ou les routes suivantes :

Grèce (Athènes)-via pays intermédiaires-Norvege (Oslo), dans les deux sens :

Grèce (Athènes)-via pays intermédiaires-Norvege (Oslo), et pays au-delà, dans les deux sens.

2. Les entreprises de transport aérien du Gouvernement Royal de Norvège, autorisées en vertu du présent Accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir et d'y atterrrir pour des raisons non-commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de debarquer en trafic international, des passagers, des marchandises et du courrier à Athènes sur la ou les routes siuivantes :

Norvege (Oslo)-via pays intermédiaires-Grèce : (Athènes), dans les deux sens :

Norvege (Oslo)-via pays intermédiaires- Grèce (Athènes) et pays au-dela, dans les deux sens.

3. Pour l'établissement et l'exploitation des services aériens faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe, seront appliqués les principes suivants :

(a) qu'il est désirable de stimuler et d'encourager le plus largement possible la diffusion des avantages du voyage aérien pour le bienêtre général de l'humanité par des tarifs aussi bas que possible et compatibles avec des principes économiques sains, et d'encourager également le voyage aérien comme moyen de développement de l'entente amicale et de la bonne volonté entre les peuples, et d'assurer en même temps le grand nombre d'avantages indirects de ce nouveau moyen de transport à la prospérité commune des deux pays ;

(b) que les facilités de transport aérien mis à la disposition du public voyageant doivent se tenir en relations étroites aux nécessités du public pour de tels transports ;

(c) qu'une opportunité favorable et égale pour les entreprises des deux nations doit exister pour qu' elles desservent n'importe quelle route ou routes entre leurs territoires respectifs et faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe ;

(d) que pour l'exploitation par les entreprises aériennes des deux Parties Contractantes des services long-courrier decrits à l'Annexe du présent Accord, les interêts des entreprises aériennes de l'autre Partie Contractante seront pris en considération de manière à ne pas affecter indûment les services que cette dernière dessert partiellement ou entièrement sur les mêmes routes ;

(e) qu'il est convenu entre les deux Parties Contractantes que les services offerts par une entreprisc aérienne désignée en vertu du présent Accord et de son Annexe, auront comme objectif initial de disposer de la capacité adéquate aux nécessités du trafic entre le pays, dont l'enrteprise en question possède la nationalité, et le pays de destination définitive du trafic ;

4. Le droit d'embarquer et de débarquer sur ces lignes du trafic international à destination de ou en provenance de pays tiers, sur un point ou des points des routes faisant l'objet du présent Accord et de son Annexe, sera exercé conformément aux principes généraux de développement ordonné, affirmés par les deux Parties Contractants, et sera sujet aux principes généraux d'adaptation de la capacité :

(a) à la demande de trafic entre le pays d'origine et les pays de destination ;

(b) aux exigences d'exploitation des services long-courrier ;

(c) à la demande de trafic existant dans les régions traversées, compte tenu des services locaux et régionaux.

5. L'itinéraire des lignes, les points entre lesquels les frontières devront être franchies et les aérodromes douaniers seront fixés par chacune des Administrations Aéronautiques compétentes et communiqués à l'autre Administration Aéronautique le plus tôt possible.

Fait à Athènes, le 28 mai 1951, en double exemplaire.

POUR LE GOUVERNEMENT HELLENIQUE
J. POLITIS

POUR LE GOUVERNEMENT DE NORVEGE
IVAR LUNDE

MINISTERE ROYAL DES AFFAIRES ETRANGERES

Athènes, le 28 mai 1951.

Monsieur le Chargé d' Affeires,

Me référant à l' Accord entre le Governement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal de Norvège relatif à l' exploitation de lignes de communication aèrienne régulière signé en date de ce jour, j' ai l' honneur de vous proposer ce qui suit :

1. Les entreprises de transports aériens, tant norvégiennes qu' helléniques, qui seront désignées aux termes de l' application de cet Accord, pour l' exploitation de lignes aériennes prévues par ce dernier, adopteront les tarifs de L' INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION (I.A.T.A.)

2. A défaut de ceux- ci elles appliqueront un tarif rfixé d' un commun accord par les entreprises interessées, norvégiennes et grecques et par les autoités compétentes des deux pays. . . . .

Cette lettre fait partie integrante de l' Accord susmentionné.

Je vous prie de vouloir bien me confirmer l' accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agreér, Monsieur le Chargè d' Affaires, les assurances de ma considération le plus distinguée.

(s) J. POLITIS

M.M. IVAR LUNDE,

Chargé d' Affaires de Norvège a. i.
En Ville.

LECATION ROYAL DE NORVEGE

Athènes, le 28 mai 1951.

Monsieur le Sous- Secrétaire d' Etat,

J' ai l' honneur d' accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m' adresser en date d' aujourd' hui, conçue en ces ternes :

»Me référant à l' Accord entre le Gouvernement Royal Hellénique et le Couvernement Royal de Norvège relatif à l'exploitation de lignes de communication aérienne régulière signé en date de ce jour, j' ai l' honneur de vous proposer ce qui suit ;

»1. Les entreprises de tranpoorts aériens tant norvégiennes qu' helléniques, qui seront désignées aux termes de l' application de cet Accord, pour l' exploitation de lignes aériennes prévues par ce dernier, adopteront les tarifs de l' «INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION» (I.A.T.A.).

»2. A défaut de ceux-ci elles appliqueront un tarif fixe d' un commun accord par les entreprises intéressées, norvégiennes et grecques, et par les autorités compétentes des deux pays.

»Cette lettre fait partié intérgrante de l' Accord susmentionné.

«Je vous prie de vouloir bien me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce ce qui précède.»

En réponse je m' empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Convernement Royal de Norvège est d' accord sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d' agréer, Monsieur le Sous-Secrétaire d' Etat, les assurances de ma trés haute considération.

(s) IVAR LUNDE

Son Excellence,
Monsieur Jean Politis,
Sous Secrétaire d' Etat Permanent
Aux Affaires Etrangères,
EN VILLE.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΒΑ ΚΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΑΣΙΛ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΝΟΡΒΗΓΙΑΣ ΠΕΡΙ ΜΕΤΑΛΛΕΥΣΕΩΣ ΤΑΚΤΙΚΩΝ ΓΡΑΜΜΩ ΝΑΕΡΙΟΥ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΑΣ.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Βα Κυβέρνησις τῆς Νορβηγίας ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι φωνίαν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐγκαταστάσεως ἀπ' εὐ ἐναερίων συγκοινωνιῶν τὸ ταχύτερον δυνατὸν μ Ἑλλάδος καὶ Νορβηγίας, ὥρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τ τοὺς πληρεξουσίους των, οἵτινες συνωμολόγησαν τὰ ἑ

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος χορηγεῖ εἰς τὸ ἕ συμβαλλόμενον Μέρος τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτή καθοριζόμενα δικαιώματα, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐγκατά σιν τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ ἀπαριθμουμένων διε ἐναερίων ὁδῶν καὶ γραμμῶν. Αἱ γραμμαὶ αὗται δύνα νὰ τεθῶσιν ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως ἐπιλογὴν τοῦ συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώ ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2.

1. Ἑκάστῃ τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι κ ριζομένων γραμμῶν θὰ δύναται τὰ τεθῇ εἰς λειτουργία θύς ὡς τὸ συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ θρου 1 θὰ δικαιοῦται νὰ ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας ἀεροπο ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῆς ἐν λόγῳ θὰ ἔχῃ λάβει τὸ μέτρον τοῦτο καὶ τὸ ἐκχωροῦν τὸ δικα συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ὑποχρεοῦται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλ τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος Ἄρ καὶ τῶν τοῦ ἀκολούθου Ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ ἀνευ ἀν λῆς τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομ Ἐπιχειρήσεις.

2. (α) Αἱ ὁρισθεῖσαι ἐπιχειρήσεις δύνανται νὰ ὑποχ θῶσι, πρὶν ἢ ἐπιτραπῇ εἰς ταύτας νὰ θέσωσιν ἐν λειτο τὰς διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένας γραμ ὅπως παρέχωσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰ Χώρας τῆς χορηγούσης τὰ ἐν λόγῳ δικαιώματα, ἀποδε τῶν ἀπαιτουμένων προσόντων συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμ καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐφαρμοζομένους κατὰ κανόνα ὑπὸ Ἀρχῶν τούτων, διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν διεθνῶν πολιτ ὁδῶν ὑπὸ ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων ἀεροναυτιλίας.

(β) Εἰς περιοχὰς στρατιωτικῆς κατοχῆς ἢ εἰς ἐπηρεαζομένας ἐκ ταύτης ἡ ἔναρξις λειτουργίας τῶν γραμ τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Σ τιωτικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν διακρίσεων καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότ μεταχειρίσεως συμφωνεῖται ὅτι :

α) Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ ἐπ λουν ἢ νὰ ἐπιτρέψωσι νὰ ἐπιβληθῶσι δίκαια καὶ λογικ λη διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἑτέρων ἐγκαταστάσ Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ οὐχ τον, ὅτι τὰ τέλη ταῦτα δὲν θὰ ὑπερβαίνουν τὰ τέλη ἅτιν λει ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ἐπιβάλλει ἢ ἐπιτρέψει νὰ ἐπι θῶσι διὰ τὴν χρῆσιν Ἀερολιμένων καὶ ἐγκαταστάσεων εἴδους τούτου ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν ἀεροσκαφῶν του τῶν σιμοποιουμένων δι' ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

β) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀ λακτικὰ τὰ εἰσαγόμενα εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς συμβαλλ Μέρους ὑπὸ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ τῶν ὑπη του, καὶ τὰ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀερ φῶν τοῦ τελευταίου τούτου, θὰ τυγχάνουν τῆς Ἐθνικῆ τρας καὶ τῆς τοῦ πλέον εὐνοουμένου Ἔθνους ὅσον ἀφορᾷ ἐπιβολὴν τελωνειακοῦ δασμοῦ, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέ ἐθνικῶν τελῶν ὑπὸ τοῦ συμβαλομένου Μέρους εἰς τὸ φος τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ εἰσαγωγή.

γ) Τὰ ἐπὶ τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας ὁρ σομένων καὶ ἐγκεκριμένων ὁδῶν κυκλοφορεῦντα ἀερ φη, ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλα

ανονική ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια ἀεροσκάφους τὰ παρα-
ονται ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἐπιχειρήσεων
ερίων μεταφορῶν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐξουσιο-
ημένων νὰ ἐκμεταλλευθοῦν τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι κα-
ιζομένας ὁδοὺς καὶ γραμμάς, θὰ ἀπαλλάσσονται κατὰ τὴν
ξιν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους
κατὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ τούτου, τῶν τελωνειακῶν δα-
ῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων τελῶν καὶ εἰς τὴν
ίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται χρησιμοποι-
ται ἢ καταναλίσκονται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων
τὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

Ἄρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλοϊμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος
καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι
εκυρωμέναι ὑφ' ἑνὸς συμβαλλομένου Μέρους θὰ ἀναγνω-
ωνται ὡς ἔγκυρα ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους
τὸν σκοπὸν τῆς λειτουργίας τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν
ιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι. Ἕκαστον συμβαλλό-
ον Μέρος ἐπιφυλάσσει οὐχ' ἧττον, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίω-
ν' ἀρνῆται ν' ἀναγνωρίσῃ διὰ τὸν σκοπὸν τῆς πτήσεως
ρθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, τὰ πιστοποιητικὰ ἱκα-
ητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χο-
ηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κρά-
ος.

Ἄρθρον 5.

α) Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ τοῦ ἑνὸς συμβαλλομένου
ρους οἱ διέποντες τὴν εἴσοδον ὡς καὶ τὴν ἔξοδον ἐκ τοῦ
ίφους του ἀεροσκαφῶν, ἐκτελούντων διεθνῆ ἀεροναυτι-
ν, ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν ἀεροπλοΐαν τῶν ἐν λόγῳ
οσκαφῶν καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐντὸς τοῦ ἐδάφους
, θὰ ἐφαρμόζονται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τοῦ ἑτέρου συμβαλ-
μένου Μέρους, τὰ δὲ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη θὰ συμμορφοῦν-
πρὸς τούτους κατὰ τὴν ἄφιξιν, τὴν ἀναχώρησιν καὶ καθ'
χρόνον εὑρίσκονται εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλλομένου τού-
Μέρους.

β) Οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ ἑνὸς συμβαλλομένου Μέ-
υς οἱ διέποντες εἰς τὸ ἔδαφος του, τὴν εἴσοδον ἢ τὴν ἔξο-
ν ἐπιβατῶν, πληρωμάτων ἢ φορτίων ἀεροσκαφῶν, ὡς οἱ
αρμοζόμενοι διὰ τὴν εἴσοδον, ἐλευθέραν ἐπικοινωνίαν,
τανάστευσιν, τὰ διαβατήρια, τὸ τελωνεῖον καὶ τὴν κάθαρ-
, θὰ τηρῶνται ὑπὸ ἢ ἐξ ὀνόματος τοιούτων ἐπιβατῶν, πλη-
ωμάτων ἢ φορτίων κατὰ τὴν ἄφιξιν, ἀναχώρησιν καὶ κατὰ
ν διάρκειαν τῆς παραμονῆς των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ συμβαλ-
ωμένου τούτου Μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυ-
τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνῆται ἢ νὰ ἀνακαλῇ πιστοποιητικὸν
ἄδειαν ἐπιχειρήσεως ἀναερίων μεταφορῶν τοῦ ἑτέρου συμ-
αλλομένου Μέρους εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν δὲν πεί-
εται ὅτι οὐσιώδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματι-
ὸς ἔλεγχος τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας
τηκόων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἢ εἰς πᾶσαν πε-
ίπτωσιν καθ' ἣν ἐπιχείρησις ἀναερίων μεταφορῶν δὲν συμ-
ορφώνεται πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Κράτους ὑπερθεν τοῦ ὁ-
οίου ἵπταται. ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω Ἄρθρῳ 5, ἢ δὲν
ληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμ-
ωνία.

Ἄρθρον 7.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι αἱ συμβάσεις αἵ-
ινες θὰ ἀπορρέουν ἐκ ταύτης, θέλουσι καταχωρηθῆ παρὰ
ῇ Ὀργανώσει Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροποπίας.

Ἄρθρον 8.

Ἐν ᾗ περπτώσει ἕν τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν
ρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν τῶν ὁδῶν ἢ τῶν δια-
άξεων τοῦ συνημμένου Παραρτήματος, δύναται νὰ αἰτή-
ῃ ὅπως αἱ τροποποιήσεις αὗται γίνωσιν ἀντικείμενον συνεν-
οήσεως μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν τῶν δύο συμβαλλο-
ένων Μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀ-
φορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφω-
νίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, θὰ ὑποφβάλλεται πρὸς ἀ-
πόφασιν εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πο-
λιτικῆς Ἀεροπορίας, ἐκτὸ.ς ἐὰν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη
συμφωνήσωσιν ὅπως ἡ διαφορὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁ-
δοῦ τῆς διαιτησίας ὑποβάλλοντα ταύτην εἰς Διαιτητικὸν Δι-
καστήριον ὁριζόμενον διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο
συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη ὑπο-
χρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἀπόφασιν τῆς Ὀρ-
γανώσεως ἢ τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 10.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἤθελε τεθῇ ἐν ἰσχύϊ πολυμερὴς Σύμ-
βκσις περὶ διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίκς ἣν ἤθελον ἀ-
ποδεχθῆ τὰ δύο Συμβκλλόμενα Μέρη, ἡ παροῦσα Συμφω-
νία θέλει τροποποιηθῇ εἰς τρόπον ὥστε νὰ προσαρμόζη-
ται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

Ἄρθρον 11.

Ἕκαστον συμβκλλόμενο Μέρος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγ-
μὴν νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Εἰς τὴν πε-
ρίπτωσιν ταύτην ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ παύσῃ ἰσχύουσκ
δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγ-
γελίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου συμβκλλομένου Μέρους, ἐκτὸς ἐὰν
ἡ καταγγελία ἤθελεν ἀποσυρθῇ κατόπιν κοινῆς συμφωνίας
πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς τελευταίας ταύτης περιόδου.

Ἄρθρον 12.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας θὰ τεθοῦν ἐν
ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βκσιλικὴ Κυβέρνησις θ' ἀνακοινώσῃ εἰς
τὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν τῆς Νορβηγίας τὴν κύρωσιν τῆς
Συμφωνίας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Βουλῆς καὶ ἡ Βκσιλικὴ Κυ-
βέρνησις τῆς Νορβηγίας θὰ θεωρήσῃ τὴν Συμφωνίαν ταύτην
ὡς ὁριστικὴν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως ὑπὸ
τῆς Ἑλληνικῆς Βκσιλικῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι δεόντως ἐ-
ξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών
των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς
ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 28ῃ Μαΐου 1951 εἰς διπλοῦν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μηταφορῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ Νορβηγικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας εἰς Ὅσλο εἰς τὴν ἢ τὰς ἀκολούθους ὁδούς :

ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι)-μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν-ΝΟΡΒΗΓΙΑΣ (Ὅσλο) πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι)-μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν-ΝΟΡΒΗΓΙΑ (Ὅσλο) καὶ Χώρας πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

2. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίων μεταφορῶν τῆς Νορβηγικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως ἐξουσιοδοτημέναι, δυνάμει τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δεκαιώματος διελεύσεως καὶ σταθμεύσεως ἐπὶ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐμπορικῶν σκοπῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ φορτώνωσι καὶ ἐκφορτώνωσι διεθνῆ φορτία, εἰς ἐμπορεύματα, ταχυδρομεῖον καὶ ἐπιβάτας εἰς Ἀθήνας εἰς τὴν ἢ τὰς ἀκολούθους ὁδούς :

ΝΟΡΒΗΓΙΑ (Ὅσλο)-μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν-ΕΛΛΑΣ (Ἀθῆναι) πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

ΝΟΡΒΗΓΙΑ ('Οσλό) μέσῳ ἐνδιαμέσων Χωρῶν ΕΛΛΑΣ ('Αθῆναι) καὶ Χῶραι πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

3. Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της θὰ ἐφαρμόζωνται αἱ ἀκόλουθοι ἀρχαί:

α) Ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ ἐνισχυθῇ καὶ νὰ ἐνθαρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διάδοσις τῶν πλεονεκτημάτων τοῦ ἐναερίου ταξειδίου ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος μὲ τὰς εὐθυνωτέρας δυνατὰς τιμάς, τὰς συμβιβαζομένας μὲ ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῇ ἐπίσης τὸ ἐναέριον ταξείδιον ὡς μέσον προαγωγῆς τῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ ἀγαθῆς προαιρέσεως μεταξὺ τῶν λαῶν καὶ τῆς συγχρόνου ἐξασφαλίσεως τῶν ἐμμέσων ὠφελημάτων τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

β) Ὅτι αἱ διατιθέμεναι εἰς τὸ ταξιδεῦον κοινὸν εὐκολίαι ἐναερίων μεταφορῶν δέον νὰ εὑρίσκωνται εἰς στενὴν ἀναλογίαν μὲ τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ διὰ τὴν τοιαύτην μεταφοράν.

γ) Ὅτι δέον νὰ ὑφίσταται εὐνοϊκὴ καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Ἐθνῶν νὰ ἐξυπηρετοῦν οἱασνδήποτε ὁδὸν ἢ ὁδοὺς μεταξὺ τῶν οἰκείων ἐπαφῶν των τῶν ἀναφερομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της,

δ) ὅτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὑπὸ τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τῶν δύο συμβαλλομένων Μερῶν τῶν Διαβατικῶν Γραμμῶν τῶν περιγραφομένων ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν ἐναερίων ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπιρεάζωνται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ ρὰς ὁποίας ἡ τελευταία αὕτη ἐξυπηρετεῖ ἐπὶ μέρους ἢ ὁλοκλήρου τῶν αὐτῶν διαδρομῶν.

ε) ὅτι τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως αἱ ὑπὸ ἐναερίου ἐπιχειρήσεως, ὁριοθησεμένης δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι θὰ ἔχωσιν ὡς πρώτιστον σκοπὸν αὐτῶν νὰ διαθέτωσι τὴν κατάλληλον χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ τῆς Χώρας, ἧς ἡ ἐν λόγῳ ἐπιχείρησις κατέχει τὴν 'Εθνικότητα καὶ τῆς Χώρας τελικοῦ προορισμοῦ τῆς Γραμμῆς.

4. Τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιβιβάσεως καὶ ἀποβιβάσεως ἐπὶ τῶν γραμμῶν τούτων διεθνοῦς ἐμπορικοῦ φορτίου προοριζομένου διὰ ἢ προερχομένου ἐκ τρίτων Χωρῶν εἰς σημεῖον ἢ σημεῖα ἐπὶ τῶν διαδρομῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της, θὰ ἐφαρμόζεται συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς εὐρύθμου ἀναπτύξεως αὐτῶν, πρὸς τὰς ὁποίας ἀμφότερα τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη προσχωροῦν καὶ θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς γενικὰς ἀρχὰς ὅτι ἡ χωρητικότης δέον νὰ εἶναι ἀνάλογος:

α) πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας μεταξὺ Χώρας προελεύσεως καὶ τῆς Χώρας προορισμοῦ.

β) πρὸς τὰς ἀνάγκας τῆς ἐκμεταλλεύσεως διαβατικῶν γραμμῶν,

γ) πρὸς τὰς ἐμπορικὰς ἀνάγκας τῶν περιοχῶν δι' ὧν διέρχεται ἡ ἀεροπορικὴ γραμμή, ἀφοῦ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν αἱ τοπικαὶ καὶ περιοχικαὶ γραμμαί.

5. Τὸ δρομολόγιον τῶν γραμμῶν, τὰ σημεῖα μεταξὺ τῶν ὁποίων θὰ δύναται νὰ γίνῃ ἡ δίοδος τῶν συνόρων καὶ τὰ τελωνειακὰ ἀεδρόμια θὰ ὁρισθῶσιν παρ' ἑκάστης τῶν ἁρμοδίων 'Αεροπορικῶν Διοικήσεων καὶ θὰ γνωστοποιηθῶσι τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς τὴν ἑτέραν 'Αεροπορικὴν Διοίκησιν.

ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Κύριε 'Επιτετραμμένε,

'Αναφερόμενος εἰς τὴν, μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Νορβηγίας, Συμφωνίαν, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου κυκλοφορίας, τῆς ὑπογραφείσης σήμερον, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὑμῖν τὰ ἀκόλουθα:

I. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίου μεταφορᾶς, τόσον Νορβηγικαὶ ὅσον καὶ 'Ελληνικαί, αἵτινες θέλουσι ὁρισθῆ δυνάμει τῶν περὶ ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας ταύτης, διατάξεων διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης προβλεπομένων ἀεροπορικῶν γραμμῶν, θὰ υἱοθετήσουν τὰ τιμολόγια τῆς INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION (I.A.T.A.).

2. 'Ελλείψει τοιούτων θὰ ἐφαρμόζουν τιμολόγιον ὁριζόμενον κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Νορβηγικῶν καὶ 'Ελληνικῶν 'Επιχειρήσεων καὶ τῶν ἁρμοδίων 'Αρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Τὸ παρὸν ἔγγραφον ἀποτελεῖ ἀκέραιον μέρος τῆς ὡς ἄνω ρηθείσης Συμφωνίας.

Παρακαλῶ ὑμᾶς ὅπως, εὐαρεστούμενοι, μοὶ βεβαιώσητε τὸ σύμφωνον τῆς ὑμετέρας Κυβερνήσεως πρὸς τὰ ὡς ἄνω.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε, Κύριε 'Επιτετραμένε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς 'Υμᾶς ὑπολήψεώς μου.

'Εν 'Αθήναις τῇ 28ῃ Μαΐου 1951

Ι. ΠΟΛΙΤΗΣ

Κύριον M. Ivar Lunde
'Επιτετραμμένον τῆς Νορβηγίας
'Ενταῦθα

ΒΑΣΙΛΙΚΗ ΠΡΕΣΒΕΙΑ ΝΟΡΒΗΓΙΑΣ

Κύριε 'Υφυπουργέ,

'Έχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς, ἣν ἡ 'Υμετέρα 'Εξοχότης εὐηρεστήθη νὰ μοὶ ἀποστείλῃ, ἐχούσης ὡς ἀκολούθως:

'Αναφερόμενος εἰς τήν, μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τῆς Νορβηγίας Συμφωνίαν, περὶ ἐκμεταλλεύσεως τακτικῶν γραμμῶν ἐναερίου κυκλοφορίας, τῆς ὑπογραφείσης σήμερον, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὑμῖν τὰ ἀκόλουθα:

I. Αἱ ἐπιχειρήσεις ἐναερίου μεταφορᾶς τόσον Νορβηγικαὶ ὅσον καὶ 'Ελληνικαί, αἵτινες θέλουσι ὁρισθῆ δυνάμει τῶν περὶ ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας ταύτης διατάξεων διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης προβλεπομένων ἀεροπορικῶν γραμμῶν, θὰ υἱοθετήσουν τὰ τιμολόγια τῆς INTERNATIONAL AIR TRANSPORT-ASSOCIATION (I.A.T.A.).

2. 'Ελλείψει τοιούτων θὰ ἐφαρμόζουν τιμολόγιον ὁριζόμενον κοινῇ συμφωνίᾳ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Νορβηγικῶν καὶ 'Ελληνικῶν 'Επιχειρήσεων καὶ τῶν ἁρμοδίων 'Αρχῶν τῶν δύο Χωρῶν.

Τὸ παρὸν ἔγγραφον ἀποτελεῖ ἀκέραιον μέρος τῆς ὡς ἄνω ρηθείσης Συμφωνίας.

Παρακαλῶ ὑμᾶς ὅπως, εὐαρεστούμενοι, μοὶ βεβαιώσητε τὸ σύμφωνον τῆς ὑμετέρας Κυβερνήσεως πρὸς τὰ ὡς ἄνω.

Εἰς ἀπάντησιν σπεύδω νὰ φέρω εἰς γνῶσιν τῆς 'Υμετέρας 'Εξοχότητος, ὅτι ἡ Βασιλικὴ Κυβέρνησις τῆς Νορβηγίας συμφωνεῖ πρὸς τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης.

Εὐαρεστηθῆτε νὰ δεχθῆτε Κύριε 'Υφυπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρέτου πρὸς 'Υμᾶς ὑπολήψεώς μου.

'Εν 'Αθήναις τῇ 28ῃ Μαΐου 1951

IVAR LUNDE

Αὐτοῦ 'Εξοχότητα
Κύριον 'Ιωάννην Πολίτην
Μόνιμον 'Υφυπουργὸν
ἐπὶ τῶν 'Εξωτερικῶν
ἐνταῦθα

(2)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2307.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Θεσσαλονίκῃ ὑπογραφείσης τὴν 2 Φεβρουαρίου 1952 συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυίας.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

Ἡ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυίας συνομολογηθεῖσα τὴν 2 Φεβρουαρίου 1952 καὶ ἐν Θεσ)νίκῃ ὑπογραφεῖσα Σύμβασις τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ παραρτήματος Β' καὶ τοῦ προσηρτημένου τοιούτου τελικοῦ πρωτοκόλλου (Παράρτημα Β') τῆς ἀπὸ 2-11-1927 Συνθήκης, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει, ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΑΝΔΡ. ΑΠΟΣΤΟΛΙΔΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

ARRANGEMENT CONCERNANT LES EPIZOOTIES

Entre la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et le Royaume de Grèce.

M.M. Savas Michailovitch, Directeur Général du Service Vétérinaire au Conseil pour l'Agriculture et les Forêts de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et Thomas Angelofsky, Vétérinaire Bacteriologiste au Laboratoire de Skopie, d'une part, représentant la République Fédérative Populaire Yougoslave, et d'autre part, M.M. Photis Papachristofilou, Directeur du Service Vétérinaire au Ministère de l'Agriculture du Royaume de Grèce, Nicolas Tzortzakis Sous-Directeur de l'Institut Bactériologique Vétérinaire d'Athènes et Georges Vrettas, Inspecteur des Services Vétérinaires de Macedoine et Thrace, dûment autorisés de leurs gouvernements respectifs,

Ayant reconnu le besoin de faciliter le trafic des animaux et de leurs produits, entre les deux pays et de lutter efficacement contre le danger d'epizooties et jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle Convention Vétérinaire, jugée indispensable de la part de deux délégations, sont convenus des dispositions suivantes completant celles déjà en vigueur entre les deux pays.

Article 1.

L'entrée d'animaux et de produits d'origine animale dans les territoires de deux pays, est limitée désormais aux points et stations frontières de passage, ci-bas énumerés et où aura lieu chaque fois l'Inspection Sanitaire Vétérinaire, soit ; Pour le Royaume de Grèce :

A) Par voie forrée
1. Idomeni
2. Neos Kafkassos

B) Par voie terrestre
1. Evzoni
2. Niki

C) Par voie de mer
1. Le port du Pirée
2. Le port de Thessaloniki
3. Le port de Patras

Pour la R.F.P.Y.A) Par voie ferrée
1. Gevgeli
2. Kremenitsa BITOL

B) Par voie terrestre
1. Gevgeli
2. Metzetlia

C) Par voie de mer
1. Le port de Rieka
2. Le port de Split
3. Le port de Kardalieve
4. Le port de Cruz

Article 2

Une zone frontière, délimitée par un territoire limitrophe et sur une profondeur de 30 kilomètres de chaque côté de la frontière de deux pays, est établie. Elle sera soumise à la surveillance d'un service spécial Vétérinaire, dont le nombre en personnel dependra des besoins chaque fois créés.

Article 3

Les autorités Vétérinaires ayant leur siège dans les départements englobant la zone Vétérinaire se communiqueront mutuellement des informations sur le mouvement des maladies dont la décleration est obligatoire.

Des qu'une épizootie fait son apparition dans la zone frontière, l'autorité Vétérinaire respective est tenue à aviser par voie télégraphique et dans les 24 heures au plus tard, l'autorité Vétérinaire voisine de l'autre Etat ,de l'apparition de la maladie ainsi que la localité, le nom du propriétaire, et le nombre des animaux atteints.

Article 4

Dans le cas où à l'intérieur du territoire de l'une des parties contractantes, ou dans la zone Vétérinaire frontière une épizootie devastatrice ferait son apparition en revêtant une forme grave et une dangereuse expansion, les services Vétéritaires centraux prendront, d'un commun accord, les mesures necessaires et se serviront mutuellement sur la demande de l'une des parties contractantes, de leur personnel technique, de leur matériel etc.

Article 5

Les Vétérinaires de la frontière de deux parties contractantes sont tenus à collaborer étroitement sur tout sujet concernant un prompt diagnostic de la maladie ainsi que l'application des mesures efficaces en vue d' affronter cette maladie (mesures sanitaires, vaccinations, serotherapie, etc.

Dans ce but ,les deux parties contractantes sont desireuses de voir délivrer aux Vétérinaires de la zone frontière des passe-avants sous des conditions à preciser de part et d'autre.

Les parties contractantes se mettront d'accord en vue d'élaborer et d'unifier les méthodes et les moyens propres à réaliser une lutte efficace contre les épizooties dans la zone frontière Vétérinaire.

Article 6

Les parties contractantes s'engagent à faire organiser, surtout dans la zone frontière Vétérinaire, la lutte contre les sangliers, les loups et toutes les bêtes fauves qui sont autant d'agents pour la trasmission de certaines maladies contagieuses aux animaux domestiques.

En ce qui concerne la lutte contre la rage, les parties contractantes acceptent la mise en application, après un commun accord ,des mesures suivantes :

a) Extermination de tous les chiens errants.

b) Enregistrement obligatoire des chiens privés

c) Vaccination preventive annuelle contre la rage, des chiens, au moyen d'un vaccin approprié.

Article 7

1. En cas d' apparition de la fièvre aphteuse dans le territoire de l' une des parties contractantes, celle-ci s' engage à annoncer immediatement à l' autre partie, l' apparition de cette maladie, tout en désignant la localité où la maladie s' est declarée, le dégrès de l' expansion et de la sévérité, la forme clinique ainsi que le type ou les variantes du virus.

2. Durant la marche de la maladie le pays atteint est tenu à mettre au courant l' autre partie contractante, par un bulletin hebdomadaire télégraphique, se rapportant à toute information relative.

3. Il est jugé indispensable pour une collaboration fructueuse, à ce que les parties contractantes se communiquent mutuellement les mesures mises en application dans le but de prevenir et de combattre efficacement la maladie en question.

4. Comme, à côté des mesures sanitaires, la vaccination preventive au moyen d' un vaccin approprié, contribuerait suffisament à une prompte disparition de la maladie, les parties contractantes s' engagent à se procurer mutuellement les quantités disponibles de vaccin et en même temps de mettre en contact étroit leurs Vétérinaires spécialisés en matière, en vue d' une collaboration visant la production d' un vaccin approprié et à des quantités pouvant subvenir aux besoins de deux pays contractants.

5. En cas d' apparition de fièvre aphteuse dans le territoire de l' une des parties contractantes, l' autre partie se reserve le droit d' interdire l' importation dans son pays des ruminants, porcs ainsi que des produits d' origine animale provenant d' espèces de ces animaux et des localités où des cas de fièvre aphteuse avaient été constatés.

6. Dans le but de parer aux limitations de transport d' animaux (ruminants et porcs) provenant des localités indemnes, mais soumis à un transport ferrovial à travers des localités ou l' existence de la maladie est signalée, les parties contractantes à côté de la mise en application des mesures sanitaires, s' engagent également à faire proceder à des vaccinations preventives sur les animaux receptifs demeurant dans ces localités contaminées sur le trajet des trains de transport, de sorte qu' une zone protectrice aussi étendue que possible, soit établie.

L' arrêt des trains dans ces localités contaminées ou suspectes doit être évité.

L' application de toutes ces mesures sera notifiée par voie télégraphique au service Vétérinaire central de l' autre partic contractante.

7. En cas où le fiévre aphteuse aurait fait son apparition dans le territoire de l' une de parties contractantes d' une façon ménaçante, tendant à se repandre dangereuseument, cette partie s' engage à suspendre immediatement les exportations au territoire de l' autre partie, d' animaux receptifs à la contagion, de toute l' étendue de la localité atteinte et des localités voisines. Les exportations recommenceront dès que les conditions permettraient un transport depourvu de danger.

8. Animaux (ruminants et porcs) destinés à la reproduction, doivent être soumis à la vaccination antiaphteuse preventive, au moyen d' un vaccin approprié et une mention special doit être faite sur les certificats d' origine et de santé, déclarant la date de la vaccination et le type du vaccin utilisé.

Cette vaccination doit avoir lieu au moins 20 jours et le maximum six mois avant l' embarquement de ces animaux à exporter.

Article 8

1. En cas d' apparition de la fièvre aphteuse dans une localité de la zone frontière Vétérinaire de l' une des parties contractantes, le Vétérinaire d' Etat compétent doit aviser immédiatement le Vétérinaire de la zone correspondante de l' autre partie.

2. Les parties contractantes se mettent d' accord à appliquer comme moyen d' extinction du foyer primitif, la mesure de l' abattage immediat(stamping out) de tous les animaux malades et selon les reglements de leurs legislations respectives.

Cette mesure peut s' étendre au délà du foyer primitif s' il en est jugé necessaire, pour combattre efficacement la maladie.

3. A coté de cette mesure d' abattage il est jugé necessaire de mettre en application les mesures sanitaires internationalement reconnues soit : a) Isolement rigoureux de tous les animaux receptifs dans la localit du foyer primitif. b) Désinfection systématique de tous les endroits où objets contaminés. c) Interdiction des foires, du mouvement des animaux et ressemblements d' habitante dans la zone interdite. d) Tenue en laisse des chiens et sequestration de volaille peuplant la zone suspecte ou contaminée.

4. Pour parer à l' expansion de la maladie tous les animaux receptifs et suspects de contamination dans la localité contaminée de la zone frontière, seront soumis à une vaccination preventive au moyen d' un vaccin, correspondant au type indentifie. Autour de cette zone de vaccination, une seconde sera constituée et sur un rayon autant que possible plus large, d' après avis des services Vétérinaires compétants.

5. Les parties contractantes s' engagent à une collaboration étroite et une coordination de leurs procedés d' agir de la part des Vétérinaires de la zone frontière pour une lutte efficace contre la maladie.

6. Sur la demande de l' une des parties contractantes, l' autre est tenue à se porter à l' aide tant en personnel technique qu' en matériel nécessaire pour une lutte efficace contre la fièvre aphteuse.

Les frais d' entretien de ce personnel et la valeur du matériel à utiliser seront à la charge du pays qui aurait demandé cette assistance.

Article 9

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et aura la durée de deux ans.

A partir de cette date il restera en vigueur tant qu' il n' aura pas été denoncé par l' une des parties contractantes, cette denonciation ne devant produire ses effets qu' après l' expiration d' un delai de six mois.

Fait en double exemplaire à Thessaloniki, le deux février mille neuf cent cinquante deux.

Pour le Royaume de Grèce
Photis Papachristofilou
Nicolas Tzortzakis

Pour la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
Savas Michailovitch
Thomas Angelofsky

Συμφωνία ἀφορῶσα τὰς ἐπιζωοτίας μεταξὺ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Οἱ κ.κ. Σάββας Μιχαήλοβιτς, Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Κτηνιατρικῆς Ὑπηρεσίας παρὰ τῷ Συμβουλίῳ διὰ τὴν Γεωργίαν καὶ τὰ Δάση τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ Θωμᾶς Ἀγγελόφσκυ, Κτηνίατρος Βακτηριολόγος εἰς τὸ Ἐργαστήριον Σκοπείων ἀφ' ἑνός, ἐκπροσωποῦντες τὴν Λαϊκὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ ἀφ' ἑτέρου :

Οἱ κ.κ. Φώτης Παπαχριστοφίλου, Διευθυντὴς τῆς Κτηνιατρικῆς Ὑπηρεσίας παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ τῆς Γεωργίας τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, Νικόλαος Τζωρτζάκης, Ὑποδιευθυντὴς τοῦ Κτηνιατρικοῦ Βακτηριολογικοῦ Ἰνστιτούτου Ἀθηνῶν καὶ Γεώργιος Βρεττᾶς Ἐπιθεωρητὴς τῶν Κτηνιατρικῶν Ὑπηρεσιῶν Μακεδονίας καὶ Θράκης, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων.

Ἀναγνωρίσαντες τὴν ἀνάγκην τῆς διευκολύνσεως τῆς ἐμπορίας τῶν ζώων καὶ τῶν προϊόντων αὐτῶν, μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καὶ τοῦ ἀποτελεσματικοῦ ἀγῶνος κατὰ τῶν κινδύνων τῶν ἐπιζωοτιῶν καὶ μέχρι τῆς ἐπεξεργασίας νέας κτηνιατρικῆς συμβάσεως, κριθείσης ἀπορρήτου ἐκ μέρους τῶν δύο Ἐπιτροπειῶν, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἑξῆς διατάξεων συμπληρουσῶν τὰς ἤδη μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν ὑφισταμένας ἐν ἰσχύϊ τοιαύτας:

Ἄρθρον 1.

Ἡ εἴσοδος ζώων καὶ προϊόντων ζωϊκῆς προελεύσεως, εἰς τὰ ἐδάφη τῶν δύο χωρῶν, περιορίζεται τοῦ λοιποῦ εἰς τὰ σημεῖα καὶ τοὺς μεθοριακοὺς σταθμοὺς διόδου, κάτωθι ἀναφερόμενα καὶ ἔνθα θὰ λαμβάνῃ ἑκάστοτε χώραν ἡ κτηνιατρικὴ ὑγειονομικὴ Ἐπιθεώρησις, ἤτοι :

Διὰ τὸ Βασίλειον Ἑλλάδος :

Α) Διὰ τῆς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς :
1. Εἰδομένης
2. Νέου Καυκάσου

Β) Διὰ τῆς χερσαίας ὁδοῦ :
1. Εὐζώνων
2. Νίκης

Γ) Διὰ τῆς θαλασσίας ὁδοῦ :
1. Τοῦ λιμένος Πειραιῶς
2. Τοῦ λιμένος Θεσσαλονίκης
3. Τοῦ λιμένος Πατρῶν

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Ὁμοσπονδιακὴν Δημοκρατίαν Γιουγκοσλαυΐας :

Α) Διὰ τῆς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς :
1. Γκεβγκελῆ
2. Κρεμενίτης Βιτωλίων

Β) Διὰ τῆς χερσαίας ὁδοῦ :
1. Γκεβγκελῆ
2. Μετζετλίας

Γ) Διὰ τῆς θαλασσίας ὁδοῦ :
1. Τοῦ λιμένος τῆς Ριέκας
2. Τοῦ λιμένος τοῦ Σπλὴτ
3. Τοῦ λιμένος τῆς Καρνταλιέβας
4. Τοῦ λιμένος τοῦ Γκρούζ.

Ἄρθρον 2.

Μία μεθοριακὴ ζώνη ὁροθετημένη δι' ἐκτάσεως ἐδάφους μεθοριακοῦ καὶ εἰς βάθος 30 κιλομέτρων ἐξ ἑκάστης πλευρᾶς τῶν συνόρων τῶν δύο χωρῶν, καθορίζεται, ὑποκειμένη εἰς τὴν ἐπίβλεψιν εἰδικῆς κτηνιατρικῆς ὑπηρεσίας, ὁ ἀριθμὸς τοῦ προσωπικοῦ τῆς ὁποίας θὰ ἐξαρτᾶται ἐκ τῶν ἑκάστοτε δημιουργουμένων ἀναγκῶν.

Ἄρθρον 3.

Αἱ κτηνιατρικαὶ Ἀρχαί, ἔχουσαι τὴν ἕδραν των εἰς τοὺς περικλείοντας τὴν κτηνιατρικὴν ζώνην νομούς, θὰ ἀνακοινώνουν ἀμοιβαίως πληροφορίας ἐπὶ τῆς κινήσεως καὶ καταστάσεως τῶν νοσημάτων, τῶν ὁποίων ἡ δήλωσις (διακήρυξις) εἶναι ὑποχρεωτική.

Ἅμα τῇ ἐμφανίσει ἐπιζωοτίας ἐν τῇ μεθοριακῇ ζώνῃ, ἡ οἰκεία κτηνιατρικὴ Ἀρχὴ ὑποχρεοῦται νὰ εἰδοποιήσῃ τηλεγραφικῶς καὶ ἐντὸς 24 ὡρῶν τὸ ἀργότερον, τὴν γειτονικὴν κτηνιατρικὴν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Κράτους, ἐπὶ τῆς ἐμφανίσεως τοῦ νοσήματος ὡς καὶ τοῦ τόπου, τοῦ ὀνόματος τοῦ ἰδιοκτήτου καὶ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ὑπὸ τῆς νόσου προσβληθέντων ζώων.

Ἄρθρον 4.

Ἐν περιπτώσει, καθ' ἣν εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἢ εἰς τὴν μεθοριακὴν κτηνιατρικὴν ζώνην ἤθελεν ἐμφανισθῇ καταστρεπτικὴ ἐπιζωοτία, παρουσιάζουσα βαρεῖαν μορφὴν καὶ ἐπικίνδυνον ἐξάπλωσιν, αἱ κεντρικαὶ κτηνιατρικαὶ ὑπηρεσίαι, θὰ λάβωσιν ἐκ συμφώνου, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα καὶ θὰ χρησιμοποιοῦν ἀμοιβαίως, τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τὸ τεχνικὸν αὐτῶν προσωπικόν, τοῦ ὑλικοῦ αὐτῶν κλπ.

Ἄρθρον 5.

Οἱ κτηνίατροι τῆς μεθορίου τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν ὑποχρεοῦνται νὰ συμπράττωσι στενῶς ἐπὶ παντὸς ζητήματος ἀφορῶντος τὴν ἄμεσον διάγνωσιν τῆς νόσου ὡς καὶ τὴν λῆψιν καὶ ἐφαρμογὴν τῶν ἀποτελεσματικῶν μέτρων, πρὸς ἀντιμετώπισιν τῆς νόσου (ὑγειονομικῶν, ἐμβολιασμῶν, σερροθεραπείας κτλ.).

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη ἐκφράζουσι τὴν ἐπιθυμίαν, ὅπως εἰς τοὺς κτηνιάτρους τῆς μεθορίου ζώνης χορηγηθῶσι διαβατήρια (PASSAVANTS), ὑπὸ ὅρους καθοριζομένους ἐκ τῶν δύο μερῶν.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ συνεννοοῦνται καὶ συμφωνοῦν διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν καὶ ἐνοποίησιν τῶν μεθόδων καὶ τῶν καταλλήλων μέσων πρὸς πραγματοποίησιν ἀποτελεσματικοῦ ἀγῶνος κατὰ τῶν ἐπιζωοτιῶν ἐν τῇ μεθοριακῇ κτηνιατρικῇ ζώνῃ.

Ἄρθρον 6.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ προβοῦν εἰς τὴν ὀργάνωσιν, πρὸ πάντων ἐν τῇ μεθορίῳ κτηνιατρικῇ ζώνῃ, τοῦ ἀγῶνος κατὰ τῶν ἀγριοχοίρων, τῶν λύκων καὶ παντὸς ἄλλου θηρίου ,τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦσι στοιχεῖα διὰ τὴν μετάδοσιν ὡρισμένων κολλητικῶν νοσημάτων εἰς τὰ κατοικίδια ζῶα.

Ἀναφορικῶς πρὸς τὸν ἀγῶνα ἐναντίον τῆς λύσσης ,τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀποδέχονται τὴν ἐφαρμογὴν ,μετὰ προηγουμένην συμφωνίαν , τῶν ἑξῆς μέτρων :

α) ἐξολοθρεύσεως ὅλων τῶν περιπλανωμένων κυνῶν,

β) καταγραφῆς ὑποχρεωτικῶς τῶν ἰδιωτικῶν κυνῶν :

γ) ἐτησίου προληπτικοῦ ἐμβολιασμοῦ ἐναντίον τῆς λύσσης τῶν κυνῶν, διὰ προσαρμοσμένου ἐμβολίου (δαμαλίδος).

Ἄρθρον 7.

1. Ἐν περιπτώσει ἐμφανίσεως ἀφθώδους πυρετοῦ εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ὑποχρεοῦται τοῦτο νὰ εἰδοποιήσῃ ἀμέσως τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος, περὶ τῆς ἐνσκήψεως τῆς νόσου ταύτης, καθορίζον τὸν τόπον, ἔνθα ἐξεδηλώθη ἡ νόσος, τὸν βαθμὸν τῆς ἐξαπλώσεως αὐτῆς

καὶ τῆς δεινότητος ,τὴν κλινικὴν μορφὴν ,ὡς καὶ τὸν τύπον ἢ τὰς διακυμάνσεις (παραλλαγὰς) τοῦ μιάσματος.

2. Διαρκούσης τῆς νόσου ,ἡ προσβληθεῖσα χώρα ὑποχρεοῦται νὰ τηρῇ ἐνήμερον τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος, διὰ ἑβδομαδιαίου τηλεγραφικοῦ δελτίου, ἀναφερομένου εἰς πᾶσαν σχετικὴν πληροφορίαν.

3. Ἀπαραίτητον θεωρεῖται πρὸς ἐπωφελῆ σύμπραξιν τὸ νὰ συνεννοῶνται καὶ ἀμοιβαίως πληροφοροῦνται τὰ συμβαλλόμενα μέρη περὶ τῶν εἰς ἐφαρμογὴν ληφθέντων καὶ τεθέντων μέτρων, πρὸς πρόληψιν καὶ ἀποτελεσματικὴν καταπολέμησιν τῆς ἐν λόγῳ νόσου.

4. Δεδομένου ὅτι, ἐκτὸς τῶν ὑγειονομικῶν μέτρων, ὁ προληπτικὸς ἐμβολιασμὸς διὰ δαμαλίδος καταλλήλως προσαρμοζομένης ,θὰ συνέβαλλεν ἐπαρκῶς εἰς τὴν ταχεῖαν ἐξαφάνισιν τῆς νόσου, τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ προμηθευθῶσιν ἀμοιβαίως τὰς διαθεσίμους ποσότητας δαμαλίδος καὶ ταυτοχρόνως νὰ φέρωσιν εἰς ἐπαφὴν στενὴν τοὺς κτηνιάτρους αὐτῶν, εἰδικευμένους ἐν προκειμένῳ, ἐν ὄψει συνεργασίας σκοπούσης τὴν παρασκευὴν εἰδικῆς δαμαλίδος καὶ εἰς ποσότητας παραγωγῆς δυναμένας νὰ ἐπαρκέσουν εἰς τὰς ἀνάγκας τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν.

5. Ἐν περιπτώσει ἐμφανίσεως ἀφθώδους πυρετοῦ εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος ἐπιφυλάσσεται τὸ δικαίωμα νὰ ἀπαγορεύσῃ τὴν εἰσαγωγὴν εἰς τὴν χώραν του μηρυκαστικῶν ζώων ,χοίρων, ὡς καὶ προϊόντων ζωϊκῆς προελεύσεως, προερχομένων ἐξ εἰδῶν τῶν ζώων τούτων καὶ ἐκ τόπων, εἰς τὰ ὁποῖα ἔχουσι διαπιστωθῇ περιπτώσεις ἀφθώδους πυρετοῦ.

6) Πρὸς ἀποφυγὴν τῶν περιορισμῶν μεταφορᾶς ζώων (μηρυκαστικῶν καὶ χοίρων) προερχομένων ἐκ τόπων μὴ προσβληθέντων ὑπὸ τῆς νόσου (καθαρῶν), ἀλλ' ὑποκειμένων εἰς μεταφορὰν σιδηροδρομικῶς, διὰ μέσου τόπων ἔνθα ἡ ὕπαρξις τῆς νόσου ἔχει ἐπισημανθῇ, τὰ συμβαλλόμενα μέρη, ἐκτὸς τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ὑγειονομικῶν μέτρων ὑποχρεοῦνται ὡσαύτως νὰ προβῶσιν εἰς προληπτικοὺς ἐμβολιασμοὺς τῶν διαμενόντων εἰς τοὺς μολυσμένους τόπους ζώων, κατὰ μῆκος τῆς διαβάσεως τῶν ἀμαξοστοιχιῶν μεταφορᾶς εἰς τρόπον ὥστε μία ζώνη προστατευτική, μεγαλυτέρας κατὰ τὸ ἑνὸν ἐκτάσεως, δημιουργηθῇ.

Ἡ προσέγγισις τῶν ἀμαξοστοιχιῶν εἰς τοὺς μολυσμένους ἢ ὑπόπτους τόπους δέον νὰ ἀποφεύγηται.

Ἡ ἐφαρμογὴ ὅλων τῶν μέτρων τούτων ἀνακοινοῦται τηλεγραφικῶς εἰς τὴν κεντρικὴν κτηνιατρικὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

7) Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὁ ἀφθώδης πυρετὸς ἤθελεν ἐμφανισθῇ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, εἰς ἀπειλητικὴν μορφήν, τείνουσαν πρὸς ἐπικίνδυνον μετάδοσιν καὶ ἐξάπλωσιν, τὸ συμβαλλόμενον τοῦτο μέρος ὑποχρεοῦται νὰ ἀναστείλῃ καὶ διακόψῃ ἀμέσως τὰς ἐξαγωγὰς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου μέρους, ζώων προσφόρων εἰς τὴν μόλυνσιν καθ' ὅλην τὴν ἔκτασιν τοῦ προσβληθέντος τόπου καὶ τῶν γειτονικῶν τόπων. Αἱ ἐξαγωγαὶ ἐπαναλαμβάνονται, ἅμ' ὡς αἱ περιπτώσεις ἤθελον ἐπιτρέψει τὴν ἀκίνδυνον μεταφοράν.

8) Τὰ προοριζόμενα πρὸς ἀναπαραγωγὴν ζῶα (μηρυκαστικὰ καὶ χοῖροι) δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸν προληπτικὸν ἀντιαφθώδη ἐμβολιασμόν, διὰ εἰδικῶς παρασκευαζομένης καὶ προσαρμοσμένης δαμαλίδος, εἰδικὴ δὲ μνεία δέον νὰ γίνεται ἐπὶ τῶν πιστοποιητικῶν προελεύσεως καὶ ὑγείας, μετὰ δηλώσεως τῆς ἡμερομηνίας τοῦ ἐμβολιασμοῦ καὶ τοῦ τύπου τῆς χρησιμοποιηθείσης δαμαλίδος.

Ὁ ἐμβολιασμὸς οὗτος δέον νὰ διενεργηθῇ 20 ἡμέρας τοὐλάχιστον καὶ ἓξ μῆνας κατὰ μέγιστον ὅρον, πρὸ τῆς ἀποστολῆς τῶν πρὸς ἐξαγωγὴν ζώων τούτων.

Ἄρθρον 8ον

1) Ἐν περιπτώσει ἐμφανίσεως τοῦ ἀφθώδους πυ
εἰς τόπον τῆς μεθορίου κτηνιατρικῆς ζώνης τοῦ ἑνός
συμβαλλομένων μερῶν, ὁ ἁρμόδιος κτηνίατρος τοῦ Κρ
ὀφείλει νὰ εἰδοποιήσῃ ἀμέσως τὸν κτηνίατρον τῆς ἀντι
χου ζώνης τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους.

2) Τὰ συμβαλλόμενα μέρη συνεννοοῦνται νὰ ἐφα
σουν ὡς μέτρον καταπολεμήσεως τῆς νόσου εἰς τὴν ἀρχέ
ἑστίαν τὸ μέσον τῆς σφαγῆς (staping out) ὅλων
νοσούντων ζώων καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς κανονισμο
διατάξεις τῶν οἰκείων αὐτῶν νομοθεσιῶν.

Τὸ μέτρον τοῦτο δύναται νὰ ἐπεκταθῇ καὶ πέρα
ἀρχεγόνου ἑστίας, ἐὰν θεωρηθῇ ἐπάναγκες, πρὸς
λεσματικὴν καταπολέμησιν τῆς νόσου.

3) Παραλλήλως πρὸς τὸ μέτρον τοῦτο σφαγῆς,
ρεῖται ἐπάναγκες ὅπως τεθῶσιν εἰς ἐφαρμογὴν τὰ δι
ἀνεγνωρισμένα ὑγειονομικὰ μέτρα ἤτοι :

α) Αὐστηρὰ ἀπομόνωσις ὅλων τῶν προσφόρων
μόλυνσιν ζώων εἰς τὸν τόπον τῆς ἀρχεγόνου ἑστίας.

β) Συστηματικὴ ἀπολύμανσις ὅλων τῶν μερῶν ἢ
κειμένων μεμολυσμένων,

γ) Ἀπαγόρευσις δημοσίων ἀγορῶν, κινήσεως
καὶ συναθροίσεις κατοίκων εἰς τὴν ἀπηγορευμένην ζώ

δ) Κράτησις τῶν κυνῶν ὑπὸ περιορισμὸν κινήσεω
ἀλύσου ἢ σχοινίου καὶ περιορισμός τῶν πουλερικῶν, τὰ
εὑρίσκονται εἰς τὴν ὕποπτον ἢ μεμολυσμένην ζώνην.

4) Πρὸς ἀποτροπὴν τῆς μεταδόσεως καὶ ἐξαπλ
τῆς νόσου, ὅλα τὰ πρόσφορα πρὸς μόλυνσιν καὶ ὕποπτ
εἰς τὸν μεμολυσμένον τόπον τῆς μεθορίου ζώνης, δ
ὑποβάλλωνται εἰς προληπτικὸν ἐμβολιασμόν, διὰ δαμα
ἀνταποκρινομένης εἰς τὸν συντεταυτισμένον τύπον.
τῆς ζώνης ταύτης ἐμβολιασμοῦ, δευτέρα τοιαύτη
ἐγκατασταθῇ εἰς ἀκτῖνα, κατὰ τὸ ἑνὸν εὐρυτέραν, σ
νως πρὸς τὴν γνωμάτευσιν τῶν ἁρμοδίων κτηνιατ
ὑπηρεσιῶν.

5) Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται πρὸς συν
σίαν στενὴν καὶ συντονισμὸν ἐπὶ τοῦ τρόπου καὶ μέ
ἐνεργείας τῶν κτηνιάτρων τῆς μεθορίου ζώνης, πρὸς
πολέμησιν ἀποτελεσματικὴν τῆς νόσου.

6) Τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μ
τὸ ἕτερον ὑποχρεοῦται νὰ προσέρχεται εἰς ἀρωγήν,
ἀναφορικῶς πρὸς τὸ τεχνικὸν προσωπικόν, ὅσον καὶ ὡς
τὸ ἀναγκαῖον ὑλικόν, πρὸς ἀποτελεσματικὴν καταπολέ
τοῦ ἀφθώδους πυρετοῦ.

Τὰ ἔξοδα συντηρήσεως τοῦ προσωπικοῦ τούτου
ἀξία τοῦ πρὸς χρησιμοποίησιν ὑλικοῦ καταλογίζονται
βάρος τῆς χώρας, ἡ ὁποία ἐζήτησε τὴν ἀρωγὴν ταύτην.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν, α
ἐπικυρώσεις θέλουσι ἀνταλλαγῇ, ἅμ' ὡς καταστῇ τ
δυνατόν.

Ἡ συμφωνία ἰσχύει μετὰ παρέλευσιν ἑνὸς μηνὸς
τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐπικυρώσεων κα
αρκεῖ ἐπὶ δύο ἔτη.

Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης διατηρεῖ τὴν ἰσχὺν
τῆς, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει καταγγελθῇ ὑφ' ἑνὸς τῶν συμβα
μένων μερῶν, τῆς καταγγελίας ταύτης, μὴ δυναμένης
ἔχῃ συνεπείας, εἰμὴ μετὰ τὴν λῆξιν ἐξαμήνου προθε

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Θεσσαλονίκῃ, τὴν δευτέραν
μηνὸς Φεβρουαρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ πε
κοστοῦ δευτέρου ἔτους,

Διὰ τὸ Βασιλεῖον Ἑλλάδος: Φώτης Παπαχριστοφ
Νικ. Τζωρτζάκης.

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Ὁμοσπονδιακὴν-Δημοκρατίαν Γι
κοσλαυΐας: Σάββας Μιχαήλοβιτσς, Θωμᾶς Ἀγγελέσ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Περὶ τελέσεως ἐτησίας ἐμποροζωοπανηγύρεως ἐν τῇ Κοινότητι Στενοῦ ('Αρκαδίας).

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὴν ὑπ' ἀριθ. 18)52 πρᾶξιν τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Στενοῦ ὡς καὶ τὰ ὑπ' ἀριθ. 15292, 18805 καὶ 25504)52 ἔγγραφα τοῦ Νομάρχου 'Αρκαδίας, προτάσει τοῦ 'Ημετέρου ἐπὶ τοῦ 'Εμπορίου 'Υπουργοῦ, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

'Εγκρίνομεν ὅπως τελῆται ἐμποροζωοπανήγυρις ἐν τῇ Κοινότητι Στενοῦ κατὰ τὴν 1—3 'Ιουλίου ἑκάστου ἔτους.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τοῦ 'Εμπορίου 'Υπουργὸν ἀνατίθεται ἡ δημοσίευσις καὶ ἐκτέλεσις τοῦ παρόντος.

'Εν 'Αθήναις τῇ 17 'Ιανουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΘΑΝΟΣ ΚΑΨΑΛΗΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Η ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως, ἔχουσι καθορισθῆ ὡς κάτωθι:

Α΄ ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1.	Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ. 150.000
2.	» » » Β΄	» 100.000
3.	» » » Γ΄	» 100.000
4.	» » Παράρτημα	» 100.000
5.	» » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	» 250.000
6.	» » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»...	» 100.000
7.	» » Δελτιον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	» 50.000
8.	» » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	» 700.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1)	Διὰ τὸ τεῦχος Α΄	Δρχ. 10.000
2)	» » » Β΄.	» 5.000
3)	» » » Γ΄	» 5.000
4)	» » Παράρτημα	» 5.000
5)	» » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν ...	» 20.000
6)	» » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	» 5.000
7)	» » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησ.	» 2.000
8)	Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	» 40.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσιν ὁλόκληρον τὸ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστόν.

Β΄ ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ Ε. Κ.

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς Δραχ. 1.000.

Γ΄ ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δρχ. 24.000
2.	Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	» 1.500.000
3.	Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ. 300.000
4.	Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	» 150.000
5.	Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	» 25.000
6.	Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 300.000
7.	Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	» 120.000
8.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν.	» 150.000
9.	Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων....	» 300.000
10.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	» 60.000
11.	Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	» 100.000
12.	Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	» 1.000.000

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα Ε. Κ.

1.	Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	» 25.000
2.	Τῶν ἀδειῶν πωλήσεων ἰαματικῶν ὑδάτων	» 200.000

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω τελῶν ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ΄ ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ — ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΣ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ

1. Αἱ συνδρομαὶ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου Εἰσπράξεως), ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου) ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι ταῦτα εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) Ἐγκυκλίου Διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΕΡΡΑΙΟΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου